

Les sciences pour nous protéger du réel ?

Christophe Mincke

On l'a répété à l'envi : nos sociétés sont confrontées à des crises multiples qui menacent sa survie. Voilà des décennies que nous savons que nous fonçons à toute allure vers une crise climatique majeure et que nous voyons se dérouler sous nos yeux des effondrements écosystémiques inédits dans l'histoire de l'humanité. Mais ce n'est pas tout, il faut y ajouter des crises plus conjoncturelles, comme la pandémie actuelle (dont on nous prédit qu'elle n'est que la première d'une série), ou les crises économiques qui nous frappent régulièrement. Ces divers bouleversements sont entremêlés selon des logiques complexes et se renforcent mutuellement, multipliant leurs effets plutôt que de les additionner. Elles provoquent à leur tour des crises plus locales : migratoires, sociales, politiques ou d'approvisionnement.

Aussi comprend-on facilement qu'un défi majeur, pour notre civilisation, est d'apprendre à anticiper, gérer et, idéalement, éviter les crises qui s'annoncent. Il y va de sa survie. Pour ce faire, il va falloir faire flèche de tout bois et mobiliser l'ensemble de nos ressources, non seulement économiques, mais aussi — et surtout — po-

litiques, sociales et humaines. Or, qu'y a-t-il de plus humain que la capacité d'innovation et d'adaptation, que la faculté de comprendre les ressorts de la situation, d'imaginer des solutions et d'anticiper les chocs ? Dans les multiples combats actuels et à venir, il ne fait aucun doute que les sciences et les technologies joueront un rôle essentiel.

Ça tombe bien : nos sociétés s'enorgueillissent d'avoir créé une civilisation de la connaissance, d'avoir fait du progrès technologique le vecteur d'une transformation de nos conditions de vie qui nous a amenés à vaincre des périls jusqu'alors conçus comme des fatalités. N'avons-nous en effet pas fait reculer la faim et la maladie ? Nous n'en sommes pas quittes, mais nous nous en sommes abrités à un point qui était encore inimaginable il y a deux siècles.

Aujourd'hui que la nature se rappelle à notre bon souvenir, se pose la question de savoir quel rôle les sciences et les technosciences peuvent jouer dans notre survie collective. Voilà longtemps qu'est pointée la nécessité de modifier radicalement nos modes de vie, avec comme objectif une vie libérée de la consommation frénétique et indexée

sur les possibilités que nous offre notre environnement, compte tenu des technologies et savoirs existants. Comprenant les causes de la crise environnementale qui se déroule sous nos yeux, il s'agirait de nous réinventer collectivement pour éviter le pire.

Face à cette proposition, s'est depuis longtemps fait jour une proposition que l'on pourrait qualifier de conservatrice : L'idée est en quelque sorte de ne rien changer d'essentiel et de faire fond sur notre rapport habituel au monde : puisque nous sommes confrontés à un défi de taille, il suffit de faire comme toujours et de nous en remettre au progrès. À coup sûr, un effort de plus en termes d'innovation et de solutions technoscientifiques parviendra à nous tirer d'affaire. En quelque sorte, il s'agit de continuer à faire confiance au système qui nous a entraînés dans la spirale qui nous aspire.

C'est ainsi que, face au défi climatique, s'opposent ceux qui sont convaincus de la nécessité de changer de paradigme social et ceux qui continuent — à gauche comme à droite — de penser notre rapport au monde au travers du productivisme, de la croissance, de la technoscience et du capitalisme.

Disons-le en un mot, il nous semble aussi naïf de penser que nous pourrions éviter la catastrophe sans l'aide des sciences et des technosciences que d'imaginer qu'il suffira de s'en remettre à elles pour être saufs. Cela étant, il nous paraît intéressant de poser une question simple : nos sociétés seraient-elles prêtes à s'en remettre aux sciences pour éviter les catastrophes qui les menacent ? Nous nous proposons d'examiner la question à la lumière de la pandémie en cours, qui nous paraît pouvoir nourrir la réflexion à ce propos.

Il s'agit moins ici de poser la question des rapports entre politique et sciences — qui a été abordée dans un éditorial antérieur¹ — que nous demander dans quelle mesure la position conservatrice peut compter sur un terrain favorable pour fonder une action efficace.

Un cas d'école ?

La pandémie a cela d'intéressant qu'elle combine un ensemble de caractéristiques qui en font un laboratoire potentiel de notre rapport aux crises et, plus spécifiquement, de la relation que nous entretenons à cette occasion avec le savoir et les technologies.

En premier lieu, en quelques mois, elle a posé un défi majeur à nos sociétés. Il n'a pas fallu attendre des décennies à regarder disparaître les espèces et monter la température pour prendre conscience de la venue d'une catastrophe. Nous avons été brutalement confrontés à une situation critique qui appelait des réponses urgentes.

Ensuite, elle a profondément éprouvé nos sociétés : au-delà de l'hécatombe (à l'heure d'écrire ces lignes, nous approchons des 3,5 millions de morts), elle a bousculé notre économie, nos systèmes de santé, nos relations sociales, nos mobilités, notre secteur culturel, etc. Toutes ces constructions nous sont apparues dans leur fragilité, généralisant à la presque totalité de la population des angoisses et frustrations qui sont habituellement l'apanage des gens de peu.

Un troisième élément crucial est la dimension scientifique et technoscientifique des événements. Du séquençage express du génome du virus à la mise au point de vaccins en un temps record, en passant par le suivi statis-

¹ Mincke Chr., « Le virus de la démocratie », *La Revue nouvelle*, n° 1 (2021), p. 2-8, <https://cutt.ly/UnLxBfL>.

tique de la progression de l'épidémie et par l'évolution des connaissances sur la maladie et sur les manières de traiter les patients, les sciences et technologies furent au centre de l'attention depuis le premier jour.

L'interrogation de notre rapport à la science dans le cadre de la crise sanitaire est d'autant plus intéressante que les choses se sont admirablement bien passées. Si l'on s'en tient strictement aux questions scientifiques et technoscientifiques, force est de constater que les résultats sont spectaculaires. Jamais nous n'avions disposé aussi vite d'une identification claire et du séquençage complet d'un pathogène — avant même qu'il n'arrive chez nous —, jamais des vaccins surs et extrêmement efficaces n'avaient été disponibles en moins d'un an et produits en masse. Jamais une pandémie de cette ampleur n'avait été suivie avec cette précision. Jamais la prise en charge n'avait progressé si rapidement, au point de diminuer de moitié la mortalité des personnes hospitalisées en six mois.

Il y a bien entendu une part de chance, tenant notamment à la nature de l'agent pathogène, mais, dans l'ensemble, le parcours est remarquable. Nous aurions toutes les raisons de porter nos scientifiques en triomphe au premier jour du déconfinement.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'ombre au tableau ? Certes non ! Les incertitudes scientifiques ont entraîné des hésitations, notamment autour des modes de transmission (par contact direct, par gouttelettes, par aérosols ?) et des manières de s'en prémunir. Des pistes thérapeutiques ont déçu et des médicaments réellement efficaces se font attendre. Certains scientifiques ont profité de l'occasion pour prendre la pose du

Messie, allant dans les médias raconter qu'ils avaient, eux, le traitement miracle, mais que l'Académie les censurait. D'autres, frappés de sénilité, ont entrepris de troquer leur prestige académique contre une renommée médiatique en délirant sans la moindre preuve à propos d'une création artificielle du virus. Et puis, reste cette hypothèse qui ne peut encore être totalement exclue : celle d'un échappement accidentel d'un laboratoire chinois où auraient été étudiés des virus animaux. C'est un scénario parmi d'autres, il n'en reste pas moins que nous n'avons toujours pas le fin mot de l'histoire au sujet des modalités de la transmission du virus à l'homme.

Du doute à la suspicion

Faut-il donc préparer la joyeuse entrée des virologues, épidémiologistes et autres vaccinologues dans les villes du pays ? Sans doute pas.

En premier lieu, parce que certains ont été menacés de mort, notamment par un néonazi en possession d'armement de guerre lourd, mais aussi parce que se fait jour — certes dans une minorité de la population — une réaction antiscientifique. En effet, alors que les sciences et technosciences font la preuve éclatante de leur puissance d'action, elles se voient rejetées en bloc par une forme de conjuration des imbéciles. Mouvements d'extrême droite trop heureux de s'afficher une fois de plus comme antisystèmes, adeptes des médecines dites douces et complotistes avides de recycler leur paranoïa et d'ajouter les vaccins à leur bestiaire de pédophiles satanistes, de *chemtrails* et de reptiliens trouvent enfin un terrain de dialogue. La méfiance à l'égard de la « science officielle » et des « big pharma » devient un trait d'union permettant l'alliance, pour le pire, de la carpe et du lapin.

Faudrait-il, pour ne pas être un illuminé, prendre pour argent comptant les affirmations des scientifiques et des sociétés pharmaceutiques ? Absolument pas, mais le doute et la méfiance sont précisément des composantes essentielles des systèmes en place, alors que le mouvement de méfiance qui s'est mis en place relève plutôt d'une suspicion de principe.

En ce qui concerne la science, les processus de contrôle des conditions de sa production et de validation de ses résultats sont conçus pour faire du doute une valeur cardinale, étant entendu qu'est constructif le doute de ceux qui, suffisamment au courant de l'état des savoirs, peuvent comprendre les tenants et aboutissants des résultats qui leur sont soumis. Le doute, en effet, n'est pas l'incrédulité, il est une démarche construite, visant à interroger une recherche ou un résultat au regard d'un large ensemble de connaissances ayant elles-mêmes été soumises antérieurement aux mêmes processus de contrôle.

De la même manière, la mise sur le marché des médicaments, la démonstration de leur efficacité et la régulation de leur prix font l'objet de procédures souvent tatillonnes, fondées sur une méfiance légitime à l'égard d'entreprises dont chacun est conscient qu'elles poursuivent un but de lucre en plus — ou à la place — de celui de soulager l'humanité de la maladie.

Ces processus sont-ils parfaitement efficaces ? Certainement pas ! Pourrait-on améliorer la situation actuelle ? Bien évidemment ! Nombreux sont par exemple les scientifiques qui plaident — dans le désert — pour des réformes substantielles, notamment du financement de la recherche, des contraintes en termes de publication et de la

gestion des revues scientifiques. Combien n'ont pas également alerté sur les dangers de la brevetabilité des molécules et du vivant, de l'appropriation de la recherche publique par des firmes privées et de la position de force dans laquelle se trouvent, de facto, les firmes pharmaceutiques lorsqu'il s'agit de déterminer le prix de vente d'un produit ?

Mais il y a une différence entre cette critique — souvent virulente — des fonctionnements actuels des sciences et des technosciences médicales, et la suspicion généralisée portée par les mouvements complotistes et populistes précités. Cette suspicion cherche moins des motifs de critique que des cibles : « les gouvernements », Bill Gates, George Soros, les Big Pharma, les « experts », etc. Dans le même temps, ils portent au pinacle des individus dont le discours repose sur des affirmations non démontrées qui se sont rendus coupables de fraudes scientifiques, qui prétendent n'avoir de compte à rendre à personne. Ils entendent se soigner avec les produits de firmes vendant des préparations dont l'efficacité n'a jamais été prouvée, à des tarifs prohibitifs ou en suivant les conseils d'individus n'ayant suivi aucune formation sérieuse. Cette alliance de suspicion et de confiance aveugle a été maintes fois exposée, elle éclate ici au grand jour.

Une schizophrénie technoscientifique

Notre objectif n'est pas de faire ici un inutile procès des complotismes. Il est, comme nous l'avons annoncé, de nous pencher au chevet de notre rapport aux sciences. N'est-il en effet pas flagrant ici qu'alors que nous sommes menacés par une crise majeure et que les sciences et les technosciences, cette fois, nous sont d'un immense secours,

se répand dans la société un discours qui les désigne comme le véritable problème ? Le danger ne serait pas le virus, la mort de nos proches, l'effondrement des systèmes de santé, la déstabilisation de nos économies, mais bien le vaccin, les mesures prises pour conserver une certaine maîtrise des contagions, ou encore les tests PCR.

Que penser alors de la proposition, face à la crise environnementale, de nous en remettre aux sciences et technosciences ? Pouvons-nous réellement imaginer que ne naitrons pas également des thèses complotistes mêlant Illuminatis, pédophiles satanistes, Juifs menaçants et divagations pseudoscientifiques ? Du reste, ces thèses n'ont-elles pas déjà émergé dans les cercles climatosceptiques ? Si, bien entendu : elles n'attendent qu'un regain de tension autour des questions environnementales pour surfer sur la soif de déni d'une société qui ne souhaite pas affronter la réalité en face.

Plus encore, on peut se demander si la foi proclamée en « la Science » pour nous tirer du pétrin ne procède pas d'un même rapport au monde que la suspicion généralisée que nous venons de décrire. En effet, les scientifiques nous affirment qu'il ne faut pas attendre d'eux de solution miracle car, d'une part, le problème trouve une part importante de son origine dans la conception occidentale du progrès (de la Science, de la Technique, des niveaux de vie, de la consommation, de la croissance, etc.) et que, d'autre part, de nombreuses technologies nécessaires à la transition écologique existent de longue date, alors que celles qui pourraient compenser notre insatiable boulimie ne sont pas près d'exister. Pour résumer la situation en un exemple : nos difficultés viennent

de notre croyance qu'il était envisageable que nous possédions tous un véhicule individuel dont nous ferions un usage immodéré et les solutions, telles que les transports en commun, le vélo ou la marche, ont été inventées il y a bien longtemps. En revanche, il est de plus en plus évident que la possession par chacun d'un véhicule à moteur constitue un gaspillage de ressources et d'énergie qui ne sera jamais compatible avec un objectif de réduction drastique de la pollution. Dans ce contexte, l'invocation d'une science providentielle est-elle autre chose qu'une forme de pensée magique, celle-là même qui voit des complots derrière les contrariétés de la vie, qui imagine que la vitamine D protège de la Covid-19 ou qui prétend que les vaccins ont pour effet de nous asservir ?

En fin de compte, LA science et LA technoscience, dont nous aimons nous réclamer pour revendiquer un rapport rationnel et utilitaire au réel, sont ici invoquées pour nous éviter de nous confronter à un réel angoissant, celui de l'impasse d'un modèle de développement. Dans cet imaginaire conservateur, elles ne sont souhaitables que tant qu'elles légitiment l'immobilisme.

Mais si elles proposent une vision des défis qui nous attendent, si elles en dessinent l'ampleur, si elles suggèrent des actions suscitant inconfort ou angoisses (confinement, vaccination, réduction drastique des consommations énergétiques, réévaluation des mobilités admissibles, etc.), alors elles sont rejetées. La science et la technoscience ne sont plus des espoirs, mais des espérances, les supports d'une foi dont personne ne s'attend vraiment à ce qu'ils s'incarnent dans le réel. Elles sont le vecteur d'une remise à demain, l'instrument d'une mise à l'écart du réel.

Bref, les sciences sont prises à revers par leur réduction à « la science ». D'instruments de dévoilement du réel, de déconstruction des fois et des préjugés, de confrontation au déplaisant, au choquant, à l'inattendu ou à l'inquiétant, elles sont maquillées en déesse porteuse d'une promesse eschatologique. De même, la portée bouleversante, voire destructrice, des technologies est maintenue à distance par leur constitution en horizon unique, mais toujours plus loin, toujours inaccessible.

Étrangler les sciences

Si cette profession de foi en LA science et en LA technoscience procède du simulacre, faut-il s'étonner que ceux-là mêmes qui les brandissent comme des étendards œuvrent si souvent à l'affaiblissement des sciences et s'en remettent à une recherche privée, utilitaire, si rarement porteuse de réelles révolutions.

Car les solutions vaccinales révolutionnaires proposées aujourd'hui doivent énormément à la recherche fondamentale et publique, à cette recherche risquée, qui explore des domaines nouveaux sans savoir quels pourraient en être les applications et sans pouvoir proposer de *business plan* garantissant la rentabilisation des investissements. Bref, les vaccins ont été mis au point par des entreprises privées, mais sur la base de savoirs qui ne leur ont pas coûté un euro et dont elles n'auraient jamais consenti à financer la production. De même, pour gérer la crise, les États ont fait appel à des scientifiques payés sur les deniers publics, qui ont pu expliquer le fonctionnement de l'agent pathogène, celui d'une épidémie, lire des courbes, produire des chiffres, élaborer des scénarios, etc. Qui ont aussi commodément servi de boucs émissaires quand la population s'impatientait.

Et si demain, par extraordinaire, les gouvernements souhaitaient faire évaluer les politiques publiques mises en place pour lutter contre la pandémie et les dégâts par elle causés au système de soins, à l'économie, à la santé physique et mentale de nos concitoyens, à nos systèmes politiques et juridiques, à nos systèmes sociaux ou à nos valeurs, c'est une fois encore à des scientifiques financés par des deniers publics qu'il faudrait faire appel.

Or, cette recherche publique, ces scientifiques qui mènent des travaux fondamentaux, qui prennent le pouls de nos sociétés, sont précisément ceux qui crient famine depuis des décennies et subissent les réductions des budgets, leur inféodation à des logiques de production à court terme, leur cantonnement à des questions estimées prioritaires par un monde politique qui n'est, en toute logique, pas à la pointe de la compréhension des domaines concernés. Ce sont également ceux qui mettent au jour les faiblesses qui ont handicapé la lutte contre la pandémie, qui anticipent les crises à venir, qui tracent des voies à long terme pour nous éviter le pire.

Pour reprendre notre exemple, ce n'est pas de la recherche de l'industrie automobile que viendra la révolution des transports qui s'impose, comme ce n'est pas d'elle qu'est venu le constat des problèmes posés par l'automobilité. Bref, ceux qui invoquent l'espérance en la science et en la technoscience ne promeuvent pas un réel développement scientifique et technique. En lieu et place ils soutiennent des activités de recherche et développement porteuses d'un projet conservateur : celui de prolonger les modèles sociaux et économiques qui profitent à quelques-uns.

Certes, on objectera que les discours complotistes sont minoritaires. Ils le sont en effet. Pour l'instant. Mais face à l'angoisse de l'avenir, qui peut parier que nos sociétés ne se réfugieront pas massivement dans le déni ? Et qui peut nier que le définancement d'une recherche iconoclaste est un phénomène massif, largement soutenu par des discours, des organisations et des politiques fermement établies ? Pour échapper au pire, il faudra renoncer aux incantations et accepter l'idée que les sciences et les technosciences sont multiples, complexes, hésitantes, couteuses, souvent décevantes et presque toujours dérangeantes. Serons-nous à la hauteur de nos prétentions de rationalité ?